

Art. 3. Een scholengemeenschap van de Gemeenschap wordt beheerd door een bestuursraad, bestaande uit de hoofden van de betrokken inrichtingen.

De Executieve benoemt de voorzitter van de raad onder de hoofden van de inrichtingen waar de 3e graad georganiseerd wordt.

De raad stelt zijn secretaris onder zijn leden aan.

De raad kan een beroep doen op elke persoon wiens advies nuttig geacht wordt voor het onderzoek van een agendapunt.

Art. 4. De voorzitter ondertekent de oproepingen tot de vergaderingen en legt de agenda vast.

Elk lid van de scholengemeenschap kan een punt in de agenda laten opnemen, bij een aanvraag die ten minste 5 dagen voor een vergadering aan de voorzitter gericht is.

De bestuursraad beslist geldig wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig zijn.

Elke beslissing wordt bij volstreekte meerderheid van de aanwezigen getroffen.

Art. 5. Notulen worden voor elke vergadering door de secretaris opgemaakt en door de voorzitter ondertekend, met vermelding van de namen van de aanwezige en afwezige leden.

In de notulen worden het aantal stemmen voor en tegen en het aantal onthoudingen vermeld voor elk ter stemming gebracht voorstel; ook worden de onthoudingen toegelicht.

Als de stemmen niet staken, wordt het advies van de minderheid in de notulen opgenomen. Bij staking van stemmen worden de adviezen, uitgebracht door de ene en de andere partij, in de notulen opgenomen.

Art. 6. Een exemplaar van de notulen wordt overgezonden aan de Administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs en aan de Directeur-generaal van het Secundair Onderwijs.

Art. 7. Het ministerieel besluit van 10 juni 1981 tot vaststelling van de bevoegdheid en van het huishoudelijk reglement van de bestuursraden van de Rijkscholengemeenschappen wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2440

[S — 27407]

27 JUIN 1991. — Décret du Conseil régional wallon relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — De l'agrément des entreprises de travail intérimaire

Section Ière — Principes

Article 1er. Une entreprise de travail intérimaire ne peut exercer une activité en Région wallonne que si elle est agréée par l'Exécutif.

Pour l'application du présent décret, on entend :

1° par "entreprise de travail intérimaire", l'entreprise dont l'activité consiste à mettre des intérimaires qu'elle a engagés à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire;

2° par "exercice d'une activité", la publicité, les opérations de recrutement et l'engagement de travailleurs en Région wallonne, la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs qui sont situés en Région wallonne ou qui recourent à des travailleurs intérimaires pour l'exécution d'un travail en Région wallonne.

(1) Session 1990-1991 :

Documents du Conseil, 235 (1990-1991) n°s 1 à 4. — Compte rendu intégral. Séance publique du 20 juin 1991. Discussion. Vote.

Art. 2. Il est institué au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne une commission consultative pour l'agrément des entreprises de travail intérimaire ci-après dénommée "commission d'agrément". Celle-ci est chargée de rendre un avis à l'Exécutif sur l'agrément, le renouvellement ou le retrait de l'agrément des entreprises de travail intérimaire ainsi que sur toutes questions relatives au travail intérimaire de la compétence de la Région wallonne.

L'Exécutif détermine la composition de la commission d'agrément. Celle-ci fixe son règlement d'ordre intérieur dans le respect des règles énoncées par l'Exécutif. L'Exécutif approuve ce règlement d'ordre intérieur.

Art. 3. L'agrément est accordé par l'Exécutif après avis de la commission prévue à l'article 2, pour une période de deux ans.

A l'issue de cette période de deux ans, l'agrément peut être renouvelé soit pour une seconde période de deux ans, soit pour une durée indéterminée.

Si l'agrément a été accordé pour une seconde période de deux ans, il peut, à l'expiration de cette période, être renouvelé pour une période indéterminée ou refusé.

Les décisions de l'Exécutif refusant l'agrément sont motivées; il en est de même de celles qui limitent le renouvellement de l'agrément à deux ans.

Toutes les décisions sont notifiées aux demandeurs d'agrément et publiées par extrait au *Moniteur belge*.

Tout renouvellement de l'agrément à l'issue de chaque période de deux ans, doit faire l'objet d'une demande de l'entreprise agréée; celle-ci conserve néanmoins le bénéfice de l'agrément jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande.

L'Exécutif arrête les procédures d'agrément et de renouvellement de l'agrément.

Art. 4. En cas de fusion, d'absorption ou de toute autre transformation juridique d'une société agréée, la nouvelle société doit en informer l'Exécutif par lettre recommandée à la poste.

Dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la lettre prévue à l'alinéa précédent, la commission d'agrément rend un avis sur la nécessité pour l'entreprise d'introduire une nouvelle demande d'agrément.

A défaut d'avis donné dans ce délai, l'entreprise est dispensée d'introduire une nouvelle demande.

Cette entreprise peut poursuivre ses activités jusqu'à l'expiration du délai prévu ci-dessus.

Section 2 — Conditions d'agrément

Art. 5. Pour obtenir l'agrément ou le renouvellement de l'agrément, l'entreprise de travail intérimaire doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être régulièrement constituée sous la forme d'une société commerciale dont les statuts prévoient comme activité exclusive la mise au travail temporaire d'intérimaires chez des utilisateurs. Elle ne peut s'intéresser par voie d'association, d'apport ou de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement à toute société ou entreprise existante ou à créer ayant un autre objet social;

2° avoir un capital social libéré à concurrence d'au moins 1 250 000 francs et pouvoir en disposer à tout moment de son existence;

3° ne pas se trouver en état de faillite;

4° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

5° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35.6°, 63^{ter}, 123 alinéa 2.7° ou 133^{bis} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément;

6° au moment de la demande d'agrément ou de renouvellement de l'agrément, ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'entreprise de travail intérimaire;

7° ne pas compter parmi les administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes ayant été condamnées pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'entreprise de travail intérimaire;

8° au moment de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci; ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté;

9° s'engager à fournir à la commission d'agrément tous les documents et renseignements qu'elle juge utiles pour apprécier si les conditions d'agrément sont remplies et respectées;

10° s'engager à ne pas mettre ou maintenir des intérimaires au travail dans un siège d'exploitation affecté par une grève ou un lock-out;

11° s'engager à conserver durant cinq ans après l'échéance des contrats visés ci-après :

a) une copie de chaque contrat conclu avec un travailleur intérimaire recruté, engagé ou mis à disposition en Région wallonne;

b) une copie de chaque contrat mettant des travailleurs intérimaires à la disposition d'utilisateurs qui sont situés en Région wallonne ou qui recourent à des travailleurs intérimaires pour l'exécution d'un travail en Région wallonne;

12° s'engager à fournir un rapport biennal d'activités dont le contenu minimum est déterminé par l'Exécutif;

13° s'engager à ne pas mettre ou maintenir des intérimaires à la disposition d'utilisateurs qui contreviennent à la législation réglementant le travail intérimaire.

Art. 6. § 1er. Pour obtenir l'agrément ou le renouvellement de l'agrément, les entreprises dont le siège social se trouve dans la Région de Bruxelles-Capitale, en Région flamande ou dans un autre Etat Membre de la Communauté économique européenne doivent satisfaire aux conditions énoncées à l'article 5 et désigner une personne physique ayant son domicile en Belgique habilitée à engager l'entreprise à l'égard des tiers et à la représenter auprès des autorités régionales et des juridictions belges.

L'agrément ne peut être refusé aux entreprises qui bénéficient d'un agrément ou d'une autorisation accordée conformément à la réglementation relative aux entreprises de travail intérimaire en vigueur dans la Région wallonne ou l'Etat membre où elles ont leur siège social, si les dispositions applicables subordonnent l'autorisation ou l'agrément des entreprises à la réunion de conditions équivalant à celles qui sont en vigueur dans la Région wallonne.

Les règles d'application des alinéas précédents sont fixées par l'Exécutif.

§ 2. Dans les matières visées par le présent décret, et sur avis de la commission d'agrément, l'Exécutif arrête toutes les mesures qui sont nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant du traité instituant la Communauté économique européenne et des actes pris par les autorités instituées par ce traité, ainsi que pour assurer l'exécution des obligations découlant des autres actes internationaux en vigueur dans l'ordre juridique interne, qui sont relatifs aux mêmes matières.

Ces mesures peuvent déroger aux dispositions du paragraphe 1er.

Art. 7. Pour obtenir l'agrément ou le renouvellement d'agrément, l'entreprise dont le siège social n'est pas situé sur le territoire d'un Etat Membre de la Communauté économique européenne doit satisfaire aux conditions énoncées à l'article 5. Elle peut démontrer qu'elle remplit des conditions équivalentes dans son pays d'origine. Elle doit en outre répondre aux conditions suivantes :

1° désigner une personne physique ayant son domicile en Belgique habilitée à engager l'entreprise à l'égard des tiers et à la représenter auprès des autorités régionales et des juridictions belges;

2° opérer comme entreprise de travail intérimaire dans le pays d'origine et ne pas avoir été créée à l'étranger pour exercer son activité entièrement ou principalement en Région wallonne;

3° s'affilier à un secrétariat social d'employeurs agréé en Belgique;

4° appliquer le régime de sécurité sociale belge à moins qu'une convention internationale n'en dispose autrement.

Art. 8. L'Exécutif détermine les pièces et les documents qui doivent être joints à la demande d'agrément des entreprises de travail intérimaire.

Dans un délai de soixante jours à compter de la réception de la demande d'agrément, la commission d'agrément peut exiger des entreprises de travail intérimaire de lui fournir les pièces et les documents qu'elle estime nécessaire pour donner son avis ou qui sont attachés aux conditions d'agrément.

Section 3 — Retrait d'agrément

Art. 9. Lorsque l'entreprise de travail intérimaire ne réunit plus les conditions d'agrément énumérées aux articles 5, 6 ou 7 du présent décret, l'agrément peut être retiré par l'Exécutif après avis motivé de la commission d'agrément et après que les représentants de l'entreprise ont été entendus ou appelés par celle-ci.

L'agrément peut également être retiré selon la même procédure en cas d'infraction à la législation sociale et à la législation sur le travail intérimaire.

La commission d'agrément peut également soumettre d'initiative à l'Exécutif, après que les responsables de l'entreprise ont été entendus ou appelés, toute proposition de retrait d'agrément si des indices sérieux permettent d'établir qu'une ou plusieurs conditions prévues par les articles 5, 6 ou 7 du présent décret ne sont plus réunies par l'entreprise.

Dès le retrait de son agrément, l'entreprise de travail intérimaire n'est plus autorisée :

1° à conclure de nouveaux contrats d'engagement de travailleurs ou de mise à disposition de travailleurs;

2° à modifier, renouveler ou prolonger des contrats expirés ou en cours concernant l'engagement ou la mise à disposition de travailleurs.

Les contrats conclus préalablement à la décision de retrait d'agrément continuent d'être exécutés intégralement jusqu'à leur expiration selon les modes de droit commun.

La décision de retrait doit être motivée; elle est notifiée à l'entreprise qui en fait l'objet et publiée par extrait au *Moniteur belge*.

L'Exécutif arrête la procédure de retrait de l'agrément.

Section 4 — Informations

Art. 10. L'Exécutif détermine la nature des informations que toute entreprise de travail intérimaire doit lui fournir. Il peut imposer aux entreprises de travail intérimaire et aux utilisateurs la tenue de documents et la fourniture de renseignements relatifs à l'occupation des travailleurs intérimaires.

L'Exécutif fixe les modalités selon lesquelles ces informations doivent lui être fournies.

CHAPITRE II. — Surveillance et dispositions pénales

Section 1ère — Surveillance

Art. 11. Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif veillent au respect du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ils ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se conformer à la législation, et de dresser des procès-verbaux. Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant et à la commission d'agrément dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

Section 2 — Dispositions pénales

Art. 12. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de F 250 à 5 000 ou d'une de ces peines seulement :

1° toute personne qui exploite une entreprise de travail intérimaire exerçant une activité en Région wallonne sans agrément;

2° l'utilisateur qui occupe des intérimaires mis à sa disposition par une entreprise de travail intérimaire qui n'est pas agréée;

3° toute personne qui met obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret.

CHAPITRE III. — Disposition particulière

Art. 13. Le présent décret ne s'applique pas à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi.

CHAPITRE IV — Disposition transitoire

Art. 14. Les entreprises de travail intérimaire, agréées en application de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, ou autorisées en application de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région wallonne, peuvent continuer à exercer une activité dans la Région wallonne après l'entrée en vigueur du présent décret, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande d'agrément, à condition d'introduire celle-ci dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret et de fournir les pièces justificatives établissant qu'elles remplissent les nouvelles conditions d'agrément.

Art. 15. L'Exécutif fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi,
chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2440

[S — 27407]

27. JUNI 1991. — Dekret über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe

Abschnitt 1 — Grundsätze

Artikel 1. Ein Zeitarbeitsbetrieb darf eine Tätigkeit in der Wallonischen Region nur ausüben, wenn er von der Exekutive zugelassen ist.

Für die Anwendung dieses Dekrets versteht man unter :

1. "Zeitarbeitsbetrieb" den Betrieb, dessen Tätigkeit darin besteht, Entleihern Aushilfskräfte, die er eingestellt hat, zur Ausführung einer befristeten Arbeit zu überlassen.

2. "Ausübung einer Tätigkeit" die Werbung, die Anwerbungsvorgänge und die Einstellung von Arbeitnehmern in der Wallonischen Region, die Überlassung von Arbeitnehmern an Entleihbetriebe, die in der Wallonischen Region gelegen sind oder die sich für die Ausführung einer Arbeit in der Wallonischen Region an Aushilfskräfte wenden.

(1) *Sitzungsperiode 1990-1991 :*

Dokumente des Rates, 235 (1990-1991) Nrn. 1 bis 4. Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 20. Juni 1991. Diskussion — Abstimmung.

Art. 2. Innerhalb des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region wird eine beratende Kommission für die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe, nachstehend "Zulassungskommission" genannt, errichtet. Diese hat den Auftrag, der Exekutive ein Gutachten über die Zulassung, die Verlängerung bzw. den Entzug der Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe sowie über sämtliche in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallenden Fragen bezüglich der Zeitarbeit abzugeben.

Die Exekutive bestimmt die Zusammensetzung der Zulassungskommission. Diese gibt sich ihre Geschäftsordnung unter Beachtung der von der Exekutive aufgestellten Regeln. Die Exekutive genehmigt diese Geschäftsordnung.

Art. 3. Die Zulassung wird für einen Zeitraum von zwei Jahren nach Gutachten der in Artikel 2 vorgesehenen Kommission von der Exekutive gewährt.

Am Ende dieses zweijährigen Zeitraums kann die Zulassung entweder für einen zweiten Zeitraum von zwei Jahren oder für einen unbestimmten Zeitraum verlängert werden.

Wenn die Zulassung für einen zweiten Zeitraum von zwei Jahren gewährt worden ist, kann sie nach Ablauf dieses Zeitraums für einen unbestimmten Zeitraum verlängert oder verweigert werden.

Die Beschlüsse der Exekutive zur Verweigerung der Zulassung werden mit Gründen versehen; dies gilt auch für die Beschlüsse, durch die die Verlängerung der Zulassung auf zwei Jahre begrenzt wird.

Alle Beschlüsse werden den Antragstellern zugestellt und auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Jede Verlängerung der Zulassung am Ende eines jeden Zeitraums von zwei Jahren muß vom zugelassenen Betrieb beantragt werden; dieser gilt jedoch weiterhin als zugelassen, bis eine Entscheidung über seinen Antrag gefallen ist.

Die Exekutive bestimmt die Verfahren zur Zulassung und zur Verlängerung der Zulassung.

Art. 4. Wenn eine zugelassene Gesellschaft fusioniert, übernommen wird oder ihre Rechtsform ändert, muß sie die Exekutive per Einschreiben darüber informieren.

Binnen drei Monaten ab Aufgabe des im vorangehenden Absatz vorgesehenen Schreibens gibt die Zulassungskommission ein Gutachten darüber ab, ob der Betrieb einen neuen Zulassungsantrag einreichen muß.

Wenn kein Gutachten innerhalb dieser Frist abgegeben worden ist, braucht der Betrieb keinen neuen Antrag einzureichen.

Dieser Betrieb kann seine Tätigkeiten bis zum Ablauf der oben vorgesehenen Frist fortführen.

Abschnitt 2 — Zulassungsbedingungen

Art. 5. Zur Erlangung der Zulassung oder der Verlängerung der Zulassung muß der Zeitarbeitsbetrieb folgenden Bedingungen genügen :

1. Er muß ordnungsgemäß in der Form einer Handelsgesellschaft errichtet sein, deren Satzungen als ausschließliche Tätigkeit die zeitweilige Beschäftigung von Aushilfskräften bei Entleihern vorsehen. Er darf sich nicht durch Vereinigung, Kapitaleinlage oder Fusion, durch Zeichnung, Teilhaberschaft, finanzielle Beteiligung oder sonstwie an jeder anderen bestehenden oder zu errichtenden Gesellschaft bzw. an jedem anderen bestehenden oder zu errichtenden Betrieb mit einem anderen Gegenstand beteiligen.

2. Er muß ein bis zu einem Betrag von mindestens 1 250 000 Franken eingezahltes Gesellschaftskapital besitzen und, solange er besteht, jederzeit darüber verfügen können.

3. Er darf nicht in Konkurs stehen.

4. Zu den Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern, Personen, die für die Gesellschaft verbindlich handeln können, oder Bevollmächtigten dürfen keine Personen gehören, denen die Ausübung dieser Aufgaben verboten ist aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 22 vom 24. Oktober 1934, der gewissen Verurteilten und den Konkurschuldnern verbietet, gewisse Funktionen, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, und der den Handelsgerichten das Recht erteilt, solche Verbote auszusprechen.

5. Während der fünf Jahre vor dem Antrag auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung dürfen bzw. durften zu den Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern, Bevollmächtigten oder Personen, die für die Gesellschaft verbindlich handeln können, keine Personen gehören, die in Anwendung von Artikel 35 Nr. 6, von Artikel 63ter, von Artikel 123 Absatz 2 Nr. 7 oder von Artikel 133bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften für die Verpflichtungen oder Schulden einer in Konkurs geratenen Gesellschaft für verantwortlich erklärt worden sind.

6. Zum Zeitpunkt des Antrags auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung darf er sich im Bereich der Gesetzesoder Verordnungsbestimmungen über die Ausübung der Tätigkeit als Zeitarbeitsbetrieb nicht in einem vorschriftswidrigen Zustand befinden.

7. Zu den Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verbindlich handeln können, oder Bevollmächtigten dürfen keine Personen gehören, die in den fünf Jahren vor dem Antrag auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung wegen irgendeiner

übertretung im steuerlichen oder sozialen Bereich oder im Bereich der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen über die Ausübung der Tätigkeiten als Zeitarbeitsbetrieb verurteilt worden sind.

8. Er darf zum Zeitpunkt des Antrags auf Zulassung oder auf Verlängerung der Zulassung weder Steuerrückstände noch Beitragsrückstände schulden, die vom Landesamt für Soziale Sicherheit, von einem Existenzsicherungsfonds bzw. für dessen Rechnung zu erheben sind; die Beträge, für die es ein ordnungsgemäß eingehaltener Sanierungsplan gibt, werden nicht berücksichtigt.

9. Er muß sich verpflichten, der Zulassungskommission alle Dokumente und Auskünfte zu liefern, die sie ihrer Meinung nach braucht, um zu beurteilen, ob der Betrieb die Zulassungsbedingungen erfüllt und einhält.

10. Er muß sich verpflichten, keine Aushilfskräfte in einem von einem Streik oder einem Lock-out betroffenen Betriebssitz zu beschäftigen oder dort zu belassen.

11. Er muß sich verpflichten, fünf Jahre lang nach Ablauf nachstehender Verträge folgende Kopien aufzubewahren :

a) eine Kopie jedes Vertrages, der mit einer in der Wallonischen Region angeworbenen, eingestellten oder zur Verfügung gestellten Aushilfskraft abgeschlossen worden ist;

b) eine Kopie jedes Vertrages, durch den den Entleihbetrieben, die in der Wallonischen Region gelegen sind oder die sich zur Ausführung einer Arbeit in der Wallonischen Region an Aushilfskräfte wenden, Aushilfskräfte überlassen werden.

12. Er muß sich verpflichten, einen zweijährlichen Tätigkeitsbericht vorzulegen, dessen Mindestinhalt von der Exekutive bestimmt wird.

13. Er muß sich verpflichten, Entleihern, die gegen die Rechtsvorschriften über die Zeitarbeit verstoßen, keine Aushilfskräfte zu überlassen oder bei ihnen zu lassen.

Art. 6. § 1. Zur Erlangung der Zulassung oder der Verlängerung der Zulassung müssen die Betriebe, deren Gesellschaftssitz in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft gelegen ist, den in Artikel 5 aufgezählten Bedingungen genügen und eine natürliche Person bestimmen, die ihren Wohnsitz in Belgien hat, Drittpersonen gegenüber für den Betrieb verbindlich handeln und ihn bei den regionalen Behörden und den belgischen Gerichten vertreten darf. Die Zulassung darf Betrieben, die eine Zulassung oder Erlaubnis besitzen, die ihnen gemäß der in der Wallonischen Region oder in dem Mitgliedstaat, wo sie ihren Gesellschaftssitz haben, geltenden Regelung über die Zeitarbeitsbetriebe gewährt worden ist, nicht verweigert werden, wenn die anwendbaren Bestimmungen die Erlaubnis bzw. die Zulassung der Betriebe von der Erfüllung von Bedingungen abhängig machen, die den in der Wallonischen Region geltenden Bedingungen entsprechen.

Die Regeln für die Anwendung der vorangehenden Absätze werden von der Exekutive festgelegt.

§ 2. In den durch vorliegendes Dekret erwähnten Angelegenheiten bestimmt die Exekutive nach Gutachten der Zulassungskommission alle Maßnahmen, die erforderlich sind, um die aus dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und aus den von den durch diesen Vertrag eingerichteten Behörden beschlossenen Akten hervorgehenden Verpflichtungen zu erfüllen sowie die Ausführung der Verpflichtungen zu gewährleisten, die sich aus den anderen in der inneren Rechtsordnung geltenden internationalen Akten über die gleichen Angelegenheiten ergeben.

Diese Maßnahmen können von den Bestimmungen von § 1 abweichen.

Art. 7. Zur Erlangung der Zulassung oder der Verlängerung der Zulassung muß der Betrieb, dessen Gesellschaftssitz nicht auf dem Gebiet eines Mitgliedstaates der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft gelegen ist, den in Artikel 5 aufgezählten Bedingungen genügen. Er kann den Nachweis erbringen, daß er gleichwertige Bedingungen in seinem Ursprungsland erfüllt. Er muß ferner folgenden Bedingungen entsprechen :

1. Er muß eine natürliche Person bestimmen, die ihren Wohnsitz in Belgien hat, Drittpersonen gegenüber für den Betrieb verbindlich handeln und ihn bei den regionalen Behörden und den belgischen Gerichten vertreten darf.

2. Er muß in seinem Ursprungsland als Zeitarbeitsbetrieb tätig sein und darf nicht im Ausland errichtet worden sein, um seine Tätigkeit vollständig oder hauptsächlich in der Wallonischen Region auszuüben.

3. Er muß Mitglied eines in Belgien zugelassenen Sozialsekretariats für Arbeitgeber werden.

4. Er muß das belgische Sozialversicherungssystem anwenden, es sei denn, eine internationale Vereinbarung enthält andere Bestimmungen.

Art. 8. Die Exekutive bestimmt, welche Schriftstücke und Dokumente dem Antrag auf Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe beigefügt werden müssen.

Binnen sechzig Tagen nach Empfang des Zulassungsantrags kann die Zulassungskommission von den Zeitarbeitsbetrieben verlangen, daß sie ihr die Schriftstücke und Dokumente liefern, die sie ihrer Meinung nach zur Abgabe ihres Gutachtens braucht oder die mit den Zulassungsbedingungen verbunden sind.

Abschnitt 3 — Zulassungsentzug

Art. 9. Wenn der Zeitarbeitsbetrieb die in den Artikeln 5, 6 oder 7 vorliegenden Dekrets aufgezählten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt, kann die Exekutive ihm die Zulassung entziehen, nachdem die Zulassungskommission ein mit Gründen versehenes Gutachten abgegeben hat und die Vertreter des Betriebs von letzterer angehört oder vorgeladen worden sind.

Die Zulassung kann ebenfalls bei einem Verstoß gegen die sozialen Rechtsvorschriften und die Rechtsvorschriften über die Zeitarbeit nach dem gleichen Verfahren entzogen werden.

Die Zulassungskommission kann der Exekutive aus eigener Initiative nach Anhörung oder Vorladung der Leiter des Betriebs ebenfalls jeden Vorschlag zum Entzug der Zulassung unterbreiten, wenn ernsthafte Anzeichen darauf schließen lassen, daß der Betrieb eine oder mehrere in den Artikeln 5, 6 oder 7 vorliegenden Dekrets vorgesehene Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Ab Entzug der Zulassung darf der Zeitarbeitsbetrieb :

1. keine neuen Verträge über die Einstellung bzw. die Überlassung von Arbeitnehmern mehr abschließen

2. keine abgelaufenen oder laufenden Verträge über die Einstellung bzw. die Überlassung von Arbeitnehmern mehr ändern, erneuern oder verlängern.

Die Verträge, die vor dem Beschluß zum Entzug einer Zulassung abgeschlossen wurden, werden weiterhin bis zu ihrem Ablauf nach den Verfahren des gemeinen Rechts uneingeschränkt ausgeführt.

Der Beschluß zum Entzug muß mit Gründen versehen sein; er wird dem betreffenden Betrieb zugestellt und auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Exekutive bestimmt das Verfahren zum Entzug der Zulassung.

Abschnitt 4 — Informationen

Art. 10. Die Exekutive bestimmt die Art der Informationen, die jeder Zeitarbeitsbetrieb ihr mitzuteilen hat. Sie kann von den Zeitarbeitsbetrieben und den Entleiheren verlangen, daß sie Dokumente führen und Informationen über die Beschäftigung der Aushilfskräfte liefern.

Die Exekutive bestimmt die Modalitäten, gemäß denen diese Informationen ihr mitzuteilen sind.

KAPITEL II. — Überwachung und strafrechtliche Bestimmungen*Abschnitt 1 — Überwachung*

Art. 11. Unbeschadet der Pflichten, die den Amtspersonen der Gerichtspolizei obliegen, sind die von der Exekutive benannten Beamten und Bediensteten für die Beachtung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse zuständig.

Sie haben das Recht, Verwarnungen zu erteilen, dem Übertreter eine Frist aufzuerlegen, damit dieser den Rechtsvorschriften nachkommen kann, und Protokolle aufzusetzen.

Eine Kopie des Protokolls muß dem Übertreter und der Zulassungskommission binnen fünfzehn Tagen nach der Feststellung der Übertretung zugestellt werden.

Abschnitt 2 — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 12. Folgende Personen können mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldstrafe von 250 bis 5 000 Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt werden :

1. jede Person, die einen Zeitarbeitsbetrieb führt, der eine Tätigkeit in der Wallonischen Region ohne Zulassung ausübt,

2. der Entleiher, der Aushilfskräfte beschäftigt, die ein nicht zugelassener Zeitarbeitsbetrieb ihm überlassen hat,

3. jede Person, die die aufgrund vorliegenden Dekrets organisierte Überwachung beeinträchtigt.

KAPITEL III. — Besondere Bestimmung

Art. 13. Vorliegendes Dekret findet keine Anwendung auf das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung.

KAPITEL IV. — Übergangsbestimmung

Art. 14. Die Zeitarbeitsbetriebe, die in Anwendung des Gesetzes vom 28. Juni 1976 zur vorläufigen Regelung der befristeten Arbeit, der Zeitarbeit und der Überlassung von Arbeitnehmern an Benutzer zugelassen worden sind oder in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Regelung der Zurverfügungstellung von Arbeitnehmern an Benutzer durch das Landesamt für

Arbeitsbeschaffung in der Wallonischen Region eine Erlaubnis besitzen, können nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets weiterhin eine Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben, bis über ihren Zulassungsantrag entschieden worden ist, wobei sie diesen binnen sechs Monaten ab Inkrafttreten vorliegenden Dekrets einreichen müssen und die Nachweise dafür erbringen, daß sie die neuen Zulassungsbedingungen erfüllen.

Art. 15. Die Exekutive bestimmt den Tag, an dem vorliegendes Dekret in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird

Namur, am 27. Juni 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts,
der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2440

[S — 27407]

27 JUNI 1991. — Decreet betreffende de erkenning van uitzendbureau's (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De erkenning van uitzendbureaus*

Afdeling 1 — Beginselen

Artikel 1. Een uitzendbureau kan slechts zijn activiteiten in het Waalse Gewest uitoefenen indien het door de Executieve erkend is.

Voor de toepassing van onderhavig decreet, wordt verstaan onder :

1° "uitzendbureau", een onderneming waarvan de activiteit bestaat uit de terbeschikkingstelling van door haar in dienst genomen uitzendarbeiders ten behoeve van gebruikers voor de uitvoering van een tijdelijk werk;

(1) *Zitting 1990-1991 :*

Stukken van de Raad, 235 (1990-1991), nrs. 1 tot 4. - Volledig verslag, openbare vergadering van 20 juni 1991. Bespreking. Stemming.

2° "uitoefenen van een activiteit", de publiciteit, de aanwerving, de indienstneming van werknemers in het Waalse Gewest, de terbeschikkingstelling van werknemers ten behoeve van in het Waalse Gewest gevestigde gebruikers, of die beroep doen op uitzendarbeiders voor de uitvoering van een werk in het Waalse Gewest.

Art. 2. In de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest wordt er een commissie van advies voor de erkenning van de uitzendbureau's ingesteld, hiernavolgend "erkenningcommissie" genaamd. Zij wordt belast met het geven van adviezen aan de Executieve over de erkenning, de vernieuwing of intrekking van de erkenning van uitzendbureau's, alsook over alle vragen betreffende de uitzendarbeid die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

De Executieve bepaalt de samenstelling van de erkenningcommissie. Deze laatste stelt haar reglement van orde op in de naleving van de door de Executieve gegeven regels. Dit reglement van orde wordt door de Executieve goedgekeurd.

Art. 3. Na advies van de in artikel 2 voorziene commissie wordt de erkenning door de Executieve toegekend voor een periode van twee jaar.

Op het einde van deze periode van twee jaar, kan de erkenning vernieuwd worden, hetzij voor een tweede periode van twee jaar, hetzij voor een onbepaalde duur.

Wanneer de erkenning toegekend is voor een tweede periode van twee jaar, kan zij, op het einde van deze periode, vernieuwd worden voor een onbepaalde duur of geweigerd.

De beslissingen van de Executieve tot weigering van de erkenning zijn gemotiveerd; hetzelfde geldt voor dewelke de vernieuwing van de erkenning tot twee jaar beperken.

Alle beslissingen worden aan de aanvrager om erkenning betekend en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Elke erkenningsvernieuwing op het einde van elke periode van twee jaar moet het onderwerp zijn van een aanvraag door het erkend bureau; het bewaart echter het voordeel van de erkenning tot er een uitspraak gedaan wordt over zijn aanvraag om erkenning.

De Executieve stelt de procedures voor erkenning en voor vernieuwing van de erkenning vast.

Art. 4. In geval van fusie, opname of elke andere juridische wijziging van een erkend bureau, moet het bureau de Executieve ervan inlichten bij een ter post aangetekende brief.

Binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf het versturen van de in vorig lid genoemde brief geeft de erkenningcommissie een advies over de noodzaak, voor het bureau, een nieuwe aanvraag om erkenning in te dienen.

Bij gebreke van een gegeven advies binnen die termijn is het bureau vrijgesteld een nieuwe aanvraag in te dienen.

Dit bureau kan zijn activiteiten voortzetten tot de vervaldag van de hierboven voorziene termijn.

Afdeling 2 — Erkenningsvoorwaarden

Art. 5. Om de erkenning of de vernieuwing van de erkenning te bekomen, dient het uitzendbureau aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° regelmatig samengesteld zijn onder de vorm van een handelsvennootschap waarvan de statuten de tijdelijke tewerkstelling van uitzendarbeiders bij gebruikers als exclusieve activiteit voorzien. Zij mag geen belangstelling vertonen voor elk bestaand of op te richten bureau of onderneming met een ander maatschappelijk doeleinde, bij middel van vereniging, bijdrage of fusie, intekening, deelneming, financiële tussenkomst of bij een ander middel;

2° een met minstens F 1 250 000 volgestort kapitaal hebben en er steeds over kunnen beschikken;

3° niet failliet zijn;

4° niet onder zijn bestuurders, beheerders, lasthebbers of personen die de onderneming kunnen verbinden, personen tellen die dergelijke ambten niet mogen vervullen krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

5° niet onder zijn bestuurders, beheerders, lasthebbers of personen die de onderneming kunnen verbinden, personen tellen die verantwoordelijk verklaard werden van verbintenissen of schulden van een gefailleerde onderneming, bij toepassing van artikelen 35, 6°, 63ter, 123, 2de lid, 7°, of 133bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen tijdens de periode van vijf jaar die de aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning voorafgaat;

6° op het ogenblik van de aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning, de wettelijke of reglementaire beschikkingen niet overtreden inzake activiteit van een uitzendbureau;

7° niet onder zijn bestuurders, beheerders, personen die de onderneming kunnen verbinden of lasthebbers, personen tellen die veroordeeld werden tijdens de periode van vijf jaar die de aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning wegens inbreuk op fiscaal, sociaal vlak of op het vlak van wettelijke of reglementaire beschikkingen inzake activiteit van een uitzendbureau;

8° op het ogenblik van de aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning, niet verschuldigd zijn van achterstand van belastingen of van bijdragen die te innen zijn door de Nationale Dienst voor Sociale Zekerheid, door een fonds van bestaanszekerheid of voor rekening ervan; worden niet aanzien als achterstand, de bedragen waarvoor een behoorlijk nageleefd aanzuiveringsplan bestaat;

9° zich ertoe verbinden aan de erkenningscommissie alle bescheiden en inlichtingen voor te leggen, die zij nuttig acht om te beoordelen of de erkenningsvoorwaarden vervuld en nageleefd zijn;

10° zich ertoe verbinden geen uitzendarbeiders aan het werk te zetten of te houden in een bedrijf dat door staking of lock out is getroffen;

11° zich ertoe verbinden gedurende vijf jaar na verloop van de hierna vermelde contracten :

a) een kopie te bewaren van elk kontrakt afgesloten met een in het Waalse Gewest aangeworven, indien genomen of ter beschikking gestelde uitzendarbeider;

b) een kopie te bewaren van elk kontrakt dat uitzendarbeiders ter beschikking stelt ten behoeve van gebruikers die in het Waalse Gewest gevestigd zijn of die beroep doen op uitzendarbeiders voor de uitvoering van een werk in het Waalse Gewest;

12° zich ertoe verbinden een tweejaarlijks verslag neer te leggen waarvan de minimuminhoud door de Executieve is bepaald;

13° zich ertoe verbinden geen uitzendarbeiders ter beschikking te stellen of in dienst te houden bij gebruikers die de wetgeving houdende reglementering van de uitzendarbeid overtreden.

Art. 6. § 1. Om de erkenning of de vernieuwing van de erkenning te bekomen dienen de bedrijven waarvan de maatschappelijke zetel in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, in het Vlaamse Gewest of in een ander lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap de in artikel 5 opgesomde voorwaarden voldoen en een in België wonende natuurlijke persoon aanduiden, die bevoegd is het bedrijf te verbinden t.o.v. derden en het te vertegenwoordigen bij de gewestelijke overheden en de Belgische gerechten.

De erkenning mag niet geweigerd worden aan de bedrijven die een erkenning of een machtiging genieten, die toegekend werd overeenkomstig de reglementering betreffende de uitzendbureau's die van kracht is in het Waalse Gewest of het lid-Staat waar zij hun maatschappelijke zetel hebben, indien de toepasselijke bepalingen de machtiging of de erkenning van de bedrijven onderwerpen aan de samenvoeging van de voorwaarden die gelijk staan met dewelke van kracht zijn in het Waalse Gewest.

De toepassingsregels van de vorige leden worden door de Executieve bepaald.

§ 2. Wat betreft de bij onderhavig decreet genoemde aangelegenheden, en na advies van de erkenningscommissie, bepaalt de Executieve alle nodige maatregelen om de uitvoering te verzekeren van de verplichtingen voortkomend uit het verdrag houdende instelling van de Europese Economische Gemeenschap en uit de handelingen verricht door de bij dit verdrag ingestelde overheden, alsook om de uitvoering te verzekeren van de verplichtingen voortkomend uit andere internationale handelingen die van kracht zijn in de inwendige juridische orde en die betrekking hebben op dezelfde aangelegenheden.

De maatregelen laten een afwijking toe van de bepalingen van paragraaf 1.

Art. 7. Om de erkenning of de erkenningsvernieuwing te bekomen, moet het bedrijf waarvan de maatschappelijke zetel niet in het grondgebied van een lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigd is aan de in artikel 5 opgesomde voorwaarden voldoen. Het moet kunnen bewijzen dat het aan de gelijkwaardige voorwaarden in haar land van herkomst voldoet. Bovendien moet het aan volgende voorwaarden voldoen :

1° een in België wonende natuurlijke persoon aanduiden, die bevoegd is het bedrijf te verbinden t.o.v. derden en het te vertegenwoordigen bij de gewestelijke overheden en de Belgische gerechten;

2° werken als uitzendbureau in het land van herkomst en niet in het buitenland opgericht zijn om zijn activiteiten volledig of hoofdzakelijk in het Waalse Gewest uit te oefenen;

3° lid worden van een in België erkend maatschappelijk secretariaat voor werkgevers;

4° het stelsel van de Belgische sociale zekerheid toepassen, tenzij een internationale overeenkomst er anders over beslist.

Art. 8. De Executieve bepaalt de stukken en bescheiden die bij de aanvraag om erkenning van uitzendbureau's moeten gevoegd worden.

Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag om erkenning kan de erkenningscommissie van de uitzendbureau's eisen haar de stukken en bescheiden te bezorgen die zij nodig acht om haar advies te geven of die verbonden zijn aan de erkenningsvoorwaarden.

Afdeling 3 — Intrekking van de erkenning

Art. 9. Wanneer het uitzendbureau niet meer voldoet aan de in artikels 5, 6 of 7 van onderhavig decreet genoemde erkenningsvoorwaarden kan de erkenning door de Executieve ingetrokken worden na gemotiveerd advies van de erkenningscommissie en na verhoor of oproeping van de vertegenwoordigers van het bedrijf.

De erkenning kan ook ingetrokken worden volgens dezelfde procedure in geval van overtreding van de sociale zekerheid en van de wetgeving inzake uitzendarbeid.

Na verhoor of oproeping van de vertegenwoordigers van het bedrijf, kan de erkenningscommissie ook van ambtswege alle voorstellen tot intrekking van de erkenning aan de Executieve doen indien tastbare bewijzen laten vaststellen dat één of meerdere in artikels 5, 6 of 7 van onderhavig decreet voorziene voorwaarden niet meer door het bedrijf vervuld worden.

Zodra zijn erkenning ingetrokken is, is het uitzendbureau niet meer gemachtigd :

1° nieuwe kontraten af te sluiten voor de indienstneming van werknemers of voor de terbeschikkingstelling van werknemers;

2° vervallen of lopende kontraten betreffende de indienstneming of de terbeschikkingstelling van werknemers te wijzigen, vernieuwen of verlengen.

De kontraten die afgesloten werden vóór de beslissing tot intrekking van de erkenning blijven volledig uitvoerbaar tot hun einde volgens de regels van het gemene recht.

De beslissing tot intrekking moet gemotiveerd zijn; zij wordt aan het betrokken bedrijf betekend en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

De Executieve stelt de procedure vast van intrekking van de erkenning.

Afdeling 4 — Inlichtingen

Art. 10. De Executieve bepaalt de aard van de inlichtingen die elk uitzendbureau haar moet overmaken. Zij kan de uitzendbureau's en de gebruikers verplichten bescheiden bij te houden en inlichtingen te verschaffen omtrent het werk van de uitzendarbeiders.

De Executieve bepaalt de modaliteiten volgens dewelke deze inlichtingen haar overgemaakt moeten worden.

HOOFDSTUK II. — Toezicht en strafbepalingen*Afdeling 1 — Toezicht*

Art. 11. Onverminderd de plichten die door de officieren van de gerechtelijke politie geleverd moeten worden, zorgen de door de Executieve aangestelde ambtenaren en agenten voor de naleving van onderhavig decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Zij hebben het recht kennisgevingen te doen, de overtreder een termijn te geven dat hem toelaat zich te schikken naar de wetgeving en processen-verbaal op te maken.

Een afschrift van het proces-verbaal moet aan de overtreder en aan de erkenningscommissie binnen de vijftien dagen van de vaststelling van de overtreding betekend worden.

Afdeling 2 — Strafbepalingen

Art. 12. Worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 250 tot 5 000 frank, of enkel met één dezer straffen :

1° iedere persoon die zonder erkenning een uitzendbureau in het Waalse Gewest uitbaat;

2° de gebruiker die door een niet-erkend uitzendbureau ter zijne beschikking gestelde uitzendarbeiders in dienst heeft;

3° iedere persoon die het krachtens onderhavig decreet georganiseerd toezicht belet.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepaling

Art. 13. Dit besluit is niet van toepassing op de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM).

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepaling

Art. 14. De uitzendbureau's die erkend zijn bij toepassing van de wet van 28 juni 1976 houdende voorlopige regeling van de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, of die toegelaten zijn bij toepassing van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van uitzendbureau's in het Waalse Gewest,

mogen hun activiteiten in het Waalse Gewest blijven uitoefenen na de inkrachttrading van onderhavig decreet, tot dat een beslissing genomen wordt over hun aanvraag om erkenning, op voorwaarde dat zij ingediend wordt binnen zes maanden na de inkrachttrading van onderhavig decreet en dat zij de bewijsstukken leveren tot staving dat zij de nieuwe erkenningsvoorwaarden vervullen.

Art. 15. De Executieve bepaalt de datum van inkrachttrading van onderhavig decreet.

Kondigen onderhavig decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 27 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

F. 91 — 2441

[C—27179]

25 OCTOBRE 1990 — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, et notamment l'article 16;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 13 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par « Administration » la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé qui déversent uniquement des eaux usées autres qu'industrielles, à l'exclusion des eaux usées agricoles qui peuvent leur être assimilées, et qui épurent elles-mêmes la totalité des eaux usées autres qu'industrielles qu'elles déversent, dans les conditions et selon les règles techniques définies ci-après, peuvent introduire une demande de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles.

La demande de restitution de la taxe doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'Administration dans un délai de six mois à partir de l'envoi de l'avis de paiement de la taxe.

La demande contient :

1° une déclaration sur l'honneur conforme au modèle reproduit dans l'annexe 1 du présent arrêté; la déclaration comprend une description de l'installation d'épuration ainsi que les éléments nécessaires à l'évaluation de la charge polluante;

2° l'original ou une photocopie certifiée conforme par le demandeur :

- de la facture du distributeur d'eau mentionnant le montant de la taxe,
- d'un document attestant le paiement de la taxe.

Art. 3. En cas de décision favorable, l'Administration notifie sa décision, comportant un numéro d'ordre, au demandeur, dans un délai de trois mois à partir de la réception de la demande de restitution.